

Comment critiquer sans catégorie de description du monde social ? Jean-Philippe Heurtin (IEP de Strasbourg/UDS/SAGE)

Pour cerner le travail de la critique sociale, M. Walzer propose, à côté de la figure de l'*outsider*, le modèle du « juge local, [du] critique lié à la société, qui gagne son autorité, ou la perd, en discutant avec ses concitoyens, qui avec colère ou insistance, [...] objecte, proteste et reproche. » « Ce critique, poursuit-il, est l'un d'entre nous », « il s'inspire de principes locaux ou appliqué localement ; s'il a collecté des idées nouvelles au cours de ses voyages, il essaie de les relier à la culture locale, *se fondant sur la connaissance intime qu'il en a* ». Ce critique, c'est donc nous, individus ordinaires, qui appuyons nos dénonciations de notre société sur la connaissance que nous avons de notre propre société. Cette critique que la sociologie a nommé « ordinaire » connaît toutefois depuis les années 1980 une crise d'une rare importance. Il convient d'en rappeler les principaux traits.

Dans un travail antérieur sur les indignations ordinaires des auditeurs, recueillis sur les ondes de France-Inter, nous avons pu tenter de montrer que la critique sociale ordinaire avait connu ces dernières décennies une transformation « sémantique », que l'on pourrait rapidement thématiquement comme la fin de la mise en valeur des descriptions du monde social caractérisées par la grammaire des classes sociales et de la théorie de la domination. La façon notamment dont sont désignées les victimes a largement abandonné le lexique patiemment monté au cours de l'histoire du mouvement ouvrier, et qui faisaient des personnes réclamant justice des « dominés » ou des « exploités ». C'est en même temps la figure des responsables de l'injustice qui s'est transformée (on ne saurait plus aujourd'hui les désigner comme des « exploités » ou même comme des « dominants »), pour parfois totalement disparaître, au profit de mécanismes systémiques, sans intervenant humains responsables : c'est notamment l'une des propriétés du discours sur l'« exclusion » (concomitant au déclin des organisations de représentation de la « classe ouvrière ») et des pratiques du néo-management, que d'avoir dépouillé de leur pertinence la mobilisation d'un certain nombre des formules classiques d'accusation, telles qu'elles ont été élaborées dès le XVIII^e siècle avec la forme « affaire », puis au long de l'histoire du mouvement ouvrier.

Pour le dire d'un mot, la « crise de la critique » repose d'une part sur le défaut de ces « institutions de la critique » que sont les instruments de connaissance et d'action sur notre monde social. Les outils catégoriels (les « classes sociales ») qui permettaient de consolider le statut des victimes dans un groupe organisé de persécutés ont été progressivement écartés. Ensuite la dénonciation des technologies de représentation a entraîné, sous le couvert de ce qu'il est convenu d'appeler une « crise de la représentation », celle des instruments de l'action à distance. Le défaut des catégories de connaissance et la déconstruction des frayages préconstitués de l'action a par un effet de contamination courant tout au long de la chaîne de délégation contribué à défaire les forces de la critique ordinaire.

Appuyé sur une enquête en cours, je me propose d'éclairer de telles mutations, et la façon dont elles ont affecté conjointement 1) les modalités de représentation des groupes sociaux réputés « composer » la société et 2) la façon dont injustices et inégalités sociales sont objectivées et rendues accessibles à la critique, y compris la plus ordinaire. L'objectif est ainsi de saisir, en premier lieu, les transformations des schèmes d'intelligibilité du monde social (Comment perçoit-on la société ? ; Comment la voit-on structurée ? ; Quels sont les principes de son organisation ? ; Quels systèmes de désignation catégorielle sont les plus pertinents ?). Mais, parce qu'à chaque description de groupes sociaux est superposée une théorie de la justice, il s'agira aussi de repérer, en deuxième lieu, comment ces descriptions changeantes ont redistribué les ressorts de la critique (Qu'est-ce qui est aujourd'hui particulièrement désigné comme injuste ? ; Quelles attentes normatives sont déçues dans le traitement de quel groupe social ?). Enfin, en troisième lieu, je souhaite pouvoir repérer la variation des façons dont sont construites les accusations (Est-il toujours possible de repérer un responsable de l'injustice ? ; Comment celui-ci est-il désigné ? ; De quelle théorie du pouvoir se dote-t-on pour former la chaîne des imputations qui va du responsable à la victime ?).

Cette enquête repose d'abord sur une série d'une soixantaine d'entretiens non-directifs. On a demandé, en particulier aux personnes interrogées, de dresser des tableaux ordinaires de la société (et de ses injustices « structurelles »).

Leur exploitation permettra d'explorer :

- leurs représentations du monde social (le terme de « représentation » doit s'entendre ici au sens cognitif : quels instruments servent à représenter ? quelles catégories servent à décrire ? et, indissociablement, politique : quels groupes accèdent à une représentation catégorielle et politique d'eux mêmes ?) ;
- leurs modes d'existence collective ;
- leurs représentations des injustices ;

· leurs modes imaginés de correction ou de réparation de ces injustices.

Chacune de ces interrogations renvoie, selon moi, à une forme de compétence politique ordinaire nécessaire à la critique, et liée à une « culture locale », pour reprendre le mot de Walzer. Il s'agit, à chaque fois, de saisir comment telle ou telle description de la société laisse place ou empêche la « réalisation » de l'injustice (au sens de Felstiner, Abel et Sarat), mais aussi les modes possibles (empruntables ou réputés impraticables) de l'action des personnes interrogées – que cette action reste en proche ou qu'elle s'imagine à distance. On tente en particulier de cerner les effets de l'obsolescence de la représentation de la société française en termes de « classes ». Par quoi ces « classes » sont-elles aujourd'hui remplacées ? Comment s'élaborent les nouvelles catégories d'appréhension de la réalité sociale, et les nouveaux outils de représentation de la société ? Quels sont leurs impacts sur la mise en visibilité ou en invisibilité de certains acteurs, sur les schémas d'interprétation de l'action collective et sur l'imputabilité causale des problèmes sociaux et économiques ?